

Association Citoyens pour les citoyens

Postfach 266, 8044 Zürich, www.freie-meinung.ch info@freie-meinung.ch

Tel.: 044 350 14 71 FAX: 044 350 14 72 PC 87-133 198-2

Résolution

L'association **Citoyens pour les citoyens** s'oppose à l'éducation sexuelle fondée sur le concept de «genre» (de l'anglais «gender» : identité sexuelle de nature culturelle et non biologique) et qui constitue un sujet politique brûlant. Ce concept idéologique mis en avant par certains milieux mais non déclaré ouvertement vise à détruire la famille en imprégnant de sexualité nos enfants et nos adolescents. La conception traditionnelle de «sexe» (sexe masculin ou féminin) a été remplacée de manière malhonnête par celle de «genre». Ce nouveau concept d'éducation sexuelle (donnant lieu à une matière scolaire obligatoire) refuse la différenciation entre «homme» et «femme», ce qui ne permet plus à l'enfant de construire son identité sexuelle. Selon ce concept, l'individu peut librement choisir son «genre». Chacun doit pouvoir décider s'il désire vivre en tant qu'hétérosexuel, homosexuel/lesbienne, bisexuel ou transsexuel. Toute mise en question de cette liberté est condamnée comme étant une discrimination. **Cessons de désorienter notre jeunesse.**

Outre le fait que cette nouvelle conception de l'homme est impie et, biologiquement parlant, purement insoutenable, elle est hostile au mariage et à la famille et détruit toutes nos valeurs morales et éthiques et entraîne une dégradation des mœurs. **Cessons de détruire nos valeurs.**

Encouragé par l'*Office fédéral de la santé publique (OFSP)* par le biais du *Centre de compétence pour l'éducation sexuelle* de la *Haute école pédagogique de Suisse centrale*, le nouveau concept d'éducation sexuelle a déjà été introduit dans le programme de nos écoles obligatoires. Cette éducation imposée par l'Etat et qui sexualise les enfants apparaît de plus en plus comme un programme politique visant à bouleverser insidieusement notre société. **Cessons de manipuler notre jeunesse.**

Le Conseil fédéral agit de manière illégale en portant atteinte à sa mission constitutionnelle qui consiste à protéger la famille.

Il convient de s'opposer catégoriquement à ce nouveau concept. Aussi l'association **Citoyens pour les citoyens** a-t-elle adopté la **résolution suivante** :

- Nous demandons au Parlement et au Gouvernement de mettre fin immédiatement à toute tentative d'influencer la famille et la société par le biais de la dictature du nouveau concept d'éducation sexuelle fondé sur le «genre» («gender») et de faire du renforcement de la famille le principe prioritaire de sa politique.

- Nous appelons tous les citoyens à s'opposer à toute forme d'éducation sexuelle imposée par l'Etat dans le cadre de l'école.

- L'association **Citoyens pour les citoyens** s'est fixé pour objectif d'informer la population par tous les moyens légaux possibles sur la tentative d'agir sur la famille et la société au moyen de la dictature du «genre», de mettre en évidence ses dangers et d'exercer une influence sur les autorités, les sociétés et les partis.

Association *Citoyens pour les citoyens*

Otelfingen, le 20 juillet 2011

Markus Erb,
Président

Paul Meier, ex-président de Grand Conseil (SG)
Secrétaire

Je me joins à l'appel adressé au Parlement et au Gouvernement et soutiens l'association *Citoyens pour les citoyens* qui informe la population sur les dangers auxquels le nouveau concept d'éducation sexuelle expose la famille et la société.

Nom, prénom : _____ Rue : _____

Code/localité : _____ Signature : _____

Nom, prénom : _____ Rue : _____

Code/localité : _____ Signature : _____

Nom, prénom : _____ Rue : _____

Code/localité : _____ Signature : _____

Jusqu'ici, nous avons des familles et c'était bien; mais bientôt nous aurons des «genres»...

... si nous ne prenons pas des mesures de toute urgence.

La famille doit être défendue, car **le nouveau concept d'éducation sexuelle fondé sur la notion de «genre» («gender»):**

... veut mettre l'homosexualité, la bisexualité et la transsexualité sur un pied d'égalité avec l'hétérosexualité et les faire accepter par la société.

On prétend que l'être humain ne naît pas garçon ou fille mais, selon une théorie réfutée depuis longtemps, qu'il le devient sous l'influence de la société.

... veut détruire la famille.

La «vie de couple normale entre un homme et une femme» doit dorénavant être considérée comme une discrimination de toutes les autres orientations sexuelles.

... veut réduire la sexualité au simple acte sexuel.

On stigmatise la fidélité et l'on considère que la structure familiale classique est un obstacle au libre développement de l'individu.

... veut introduire l'équation «le garçon est une fille, la fille est un garçon».

Les couples homme-homme et femme-femme, de même que le changement fréquent de partenaires, sont considérés comme normaux et sains pour le développement de l'enfant.

veut rendre obligatoire l'éducation sexuelle à l'école dès l'âge de 4 ans. Les parents ne peuvent pas demander que leurs enfants soient dispensés de cet enseignement.

Les élèves de 12 ans doivent apprendre à flirter, à se masturber et à utiliser des godemichés et des préservatifs. On montrera des préservatifs aux élèves.

... veut inviter des homosexuels et des lesbiennes à se présenter devant les élèves, dans le but d'éliminer les «préjugés».

Cela fait déjà partie du **plan d'études 21** que l'on introduit actuellement dans nos écoles.

Avec des slogans tels qu'«égalité des chances» ou «pas de marginalisation», on mène par le bout du nez les politiques et les autorités qui ont déjà approuvé dans notre dos la destruction de la famille et le détournement sexuel de notre jeunesse...

...selon la devise «Car ils ne savent pas ce qu'ils font».

Savez-vous ce qu'il faut faire pour stopper la dictature avilissante de ce nouveau concept d'éducation sexuelle? La première démarche consiste à informer.

Aidez-nous à faire connaître à tout le monde les desseins destructeurs des promoteurs du nouveau concept. Tous, également les politiques, doivent savoir de quoi il retourne. C'est le seul moyen d'empêcher une contamination définitive de nos écoles et de notre société.

Soutenez-nous en signant la résolution de l'association *Citoyens pour les citoyens* sur son site Internet www.libre-opinion.ch ou remplissez le talon au verso et retournez-le à notre association. Votre signature sera juridiquement protégée et ne pourra pas être publiée sans votre accord.

Association Citoyens pour les citoyens

Postfach 266, 8044 Zürich, www.freie-meinung.ch info@freie-meinung.ch

Tel.: 044 350 14 71 FAX: 044 350 14 72 PC 87-133 198-2